

NATIONAL CAPITAL COMMISSION  
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

**RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES SIX MOIS**

**TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2020**

Canada



## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Sommaire de l'état de la situation financière.....	6
F. Gestion intégrée des risques.....	6
G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	8
Déclaration de responsabilité de la direction.....	9
État de la situation financière.....	10
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	11
État de la variation des actifs financiers nets.....	12
État des flux de trésorerie.....	13
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	14

## **RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2020**

Les résultats financiers pour la période de six mois terminés le 30 septembre 2020 ont résulté en un surplus de 23,0 millions de dollars. Ce surplus s'explique principalement, par un surplus en immobilisations en raison d'une différence temporelle entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles. Ce surplus est compensé en partie par des dépenses liées à des projets en fonctionnement et des paiements tenant lieu d'impôts fonciers, plus élevés que prévu.

### **A. Analyse des résultats d'une année à l'autre**

Les revenus ont diminué de 12,7 millions de dollars, ou 40,5 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison des éléments suivants :

- Diminution de 7,8 millions des autres revenus, ou 95,8 p. 100 pour atteindre 0,3 million principalement en raison d'une transaction non-récurrente l'année précédente : une compensation de 6,4 millions reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire, ainsi que la fin de la sous-location du siège-social en décembre 2019;
- Les gains sur la cession d'immobilisations corporelles ont diminué de 4,7 millions, ou 98,8 p. 100 pour atteindre 0,1 million, en raison de la disposition de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail, comptabilisée l'année dernière;
- Les revenus d'intérêts ont diminué de 1,0 million, ou 52,5 p. 100 pour atteindre 0,9 million en raison de la baisse des taux d'intérêts;
- Les frais d'accès aux usagers ont diminué de 0,2 million, ou 10,7 p. 100 pour atteindre 1,7 million.

Partiellement contrebalancé par :

- Les opérations de location et servitudes qui ont augmenté de 0,6 million, ou 5,1 p. 100 pour atteindre 13,4 millions; et
- Les recouvrements qui ont augmenté de 0,4 million, ou 23,9 p. 100 pour atteindre 2,2 millions.

Les charges d'exploitation ont diminué de 1,0 million de dollars, ou 1,4 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- Les services internes ont diminué de 2,3 millions, ou 13,7 p. 100, pour atteindre 14,6 millions;

Partiellement contrebalancé par :

- Planification à long terme qui a augmenté de 0,8 million, ou 39,5 p. 100, pour atteindre 2,9 millions; et
- L'intendance et protection qui a diminué de 0,5 million, ou 1,1 p. 100, pour atteindre 49,6 millions;

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires sont restés stables comparativement à la même période l'an dernier :

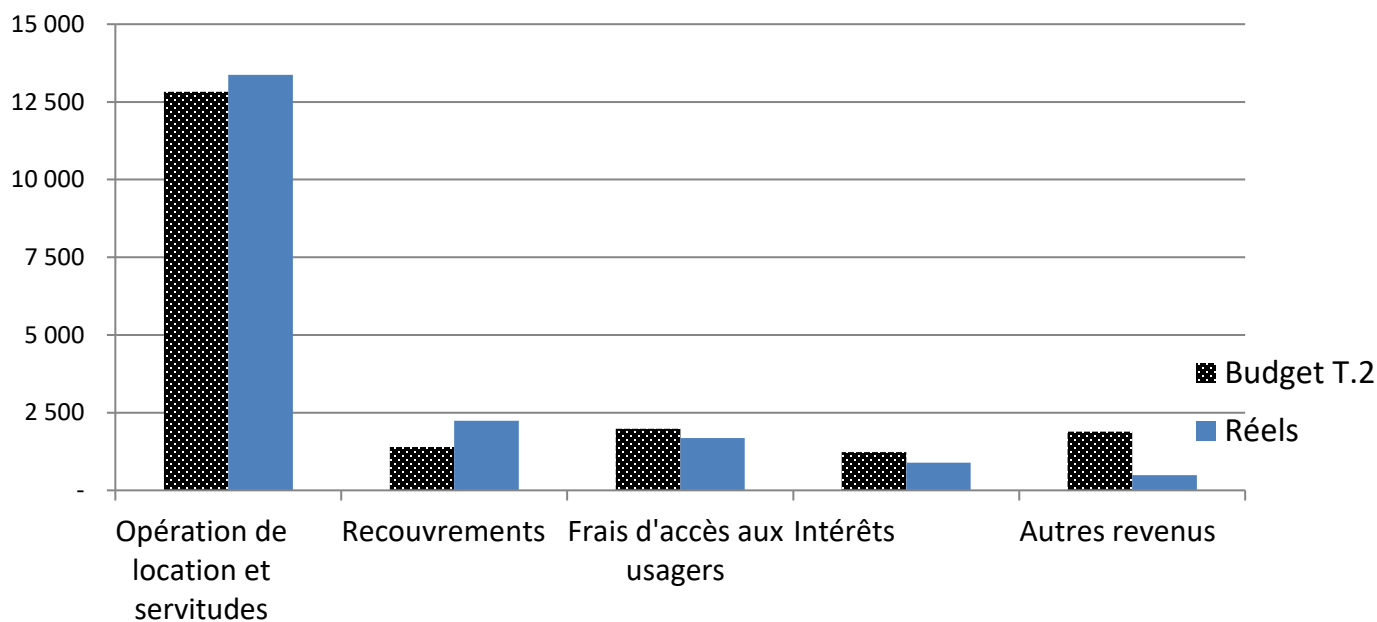
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont diminué de 1,3 million, ou 3,4 p. 100, pour atteindre 36,2 millions;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 1,3 million, ou 4,0 p. 100, pour atteindre 35,2 millions.

## B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2020-2021 comprend des éléments non-récurrents tels que des contributions liées au projet du parc riverain de la berge sud et aux commémorations, avec 1,8 million de dollars comptabilisés à la fin du deuxième trimestre, soit 36,6 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 16,9 millions ou 49,6 p. 100 du budget annuel au 30 septembre 2020.

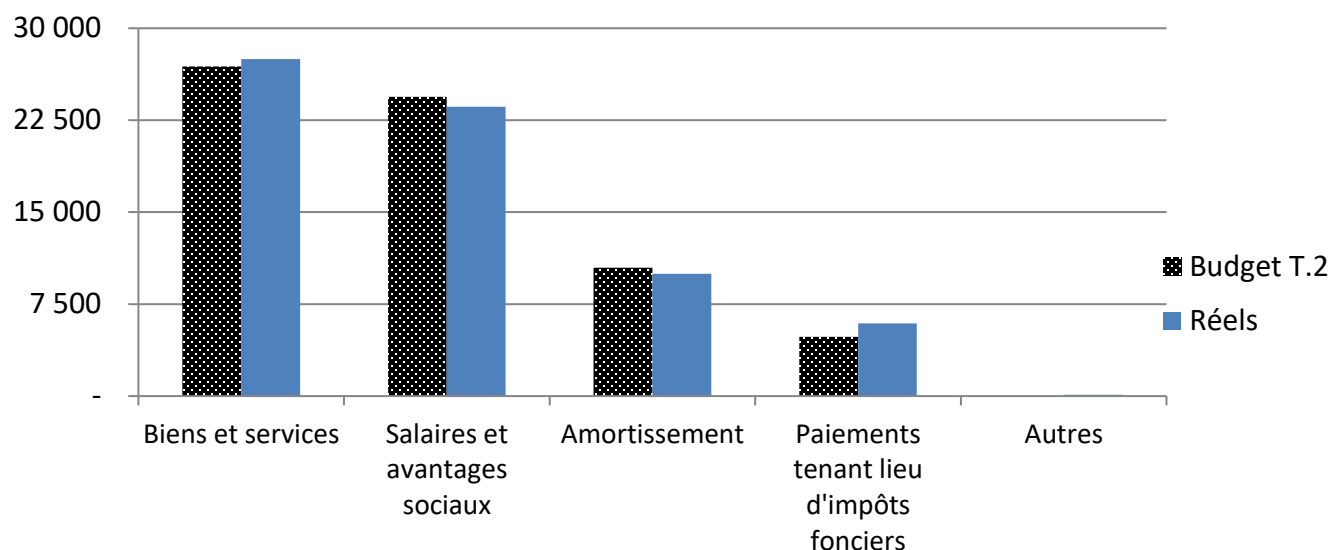
Le graphique suivant fournit les détails des revenus de 18,7 millions de dollars du deuxième trimestre comparativement au budget de 19,3 millions. Les opérations de location, les recouvrements et les commandites monétaires sont plus élevés que le budget, tandis que, les frais d'accès aux usagers, les revenus d'intérêts et les autres revenus sont inférieurs au budget. La pandémie COVID-19 a eu des répercussions, dans une certaine mesure, sur les revenus récurrents des opérations de location et sur les projets de construction. Cependant, une estimation de l'impact financier de la pandémie n'est pas réalisable pour le moment.

**Revenus par type (en milliers de dollars)**



Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation de 67,1 millions de dollars au deuxième trimestre comparativement au budget de 66,6 millions. L'écart défavorable est principalement attribuable à des différences de calendrier dans le mémorial aux victimes du communisme et à des projets des résidences officielles, ainsi que des paiements tenant lieu d'impôts fonciers et de créances douteuses plus élevés que prévu, principalement en raison des impacts de COVID-19. Ces déficits sont partiellement compensés par des économies de salaires de 0,9 million comparé au budget à ce jour en raison des postes vacants, ainsi que 0,8 million d'amortissement moins élevé que le budget.

### Charges d'exploitation (en milliers de dollars)



### C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains sur la cession d'immobilisations corporelles et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre des Services Publics et de l'Approvisionnement Canada. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 71,4 millions de dollars, ou 49,9 p. 100 de son financement annuel en appropriations prévu pour la période terminée le 30 septembre 2020. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

### Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Crédits	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision d'ici mars 2021
Crédits pour les charges d'exploitation	72 666	36 222	50%	-	36 444
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	4 555	4 555
<i>sous-total</i>	72 666	36 222	50%	4 555	40 999
Crédits pour les immobilisations corporelles	70 319	35 159	50%	-	35 160
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	70 319	35 159	50%	-	35 160
<b>Total</b>	<b>142 985</b>	<b>71 381</b>	<b>50%</b>	4 555	<b>76 159</b>

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 septembre 2020 (note 8).

## D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

<b>Pour les six mois terminés le 30 septembre 2020 (en milliers de dollars)</b>	<b>Réel</b>
<b>Routes et ponts</b>	8 357
<b>Propriétés historiques</b>	8 495
<b>Propriétés locatives</b>	63
<b>Mise en valeur de propriétés</b>	177
<b>Actifs verts</b>	5 029
<b>Autres projets</b> Principalement les frais de gestion de projets	3 587
<b>Équipement</b>	88
<b>Acquisitions de bien immobiliers</b> Provenant du fonds d'acquisition et d'aliénation	8
<b>Total 2020-2021 T.2</b>	<b>25 804</b>
<b>Total 2019-2020 T.2</b>	<b>27 775</b>
<b>Variance</b>	<b>(1 971)</b>
<b>Budget 2020-2021</b>	<b>90 752</b>
<b>% atteint</b>	<b>28%</b>
<b>% engagements</b>	<b>63%</b>

## E. Sommaire de l'état de la situation financière

Les actifs financiers totaux s'élevaient à 185,5 millions de dollars au 30 septembre 2020, soit une augmentation de 2,4 millions ou 1,3 p. 100 par rapport à 183,1 millions au 31 mars 2020, principalement en raison de l'augmentation de 1,3 million des comptes à recevoir des locataires de la CCN touchés par la pandémie COVID-19.

Les passifs s'établissent à 156,4 millions de dollars au 30 septembre 2020, soit une diminution de 2,2 millions ou 1,4 p. 100 par rapport à 158,7 millions au 31 mars 2020, principalement attribuable à une diminution de 3,4 millions des revenus reportés, partiellement compensé par une augmentation de 1,9 million des créiteurs et charges à payer.

Les actifs non financiers se chiffraient à 714,9 millions de dollars au 30 septembre 2020, une augmentation de 18,3 millions ou 2,6 p. 100 par rapport à 696,7 millions au 31 mars 2020, reflétant principalement des augmentations des immobilisations corporelles nettes de l'amortissement en raison de l'augmentation des dépenses en immobilisations pour les projets financés par le budget de 2018.

## F. Gestion intégrée des risques

La CCN utilise un cadre intégré de gestion pour identifier, gérer et atténuer ses risques. Elle applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise est intégrée dans le cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir le profil de risque. Cet exercice aide à cibler les principaux risques auxquels l'organisme est confronté et les mesures d'atténuation correspondantes pour la période de planification. Ces principaux risques d'entreprise et opérationnels sont suivis de près et réexaminés tout au long de l'exercice, et on rend compte des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation au conseil d'administration tous les trimestres.

La CCN cherche en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions dans le but de prendre les mesures qui s'imposent pour appliquer les stratégies d'atténuation nécessaires et demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2020-2021 à 2024-2025, la CCN a identifié trois grandes catégories de risques d'entreprise : la capacité; la réputation et l'influence; la sécurité.

### **Capacité**

Les risques liés à la capacité concernent l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour être résiliente face à un milieu opérationnel en évolution. Ils concernent aussi l'aptitude de la CCN à établir les priorités efficacement pour réaliser ses activités et gérer ses biens efficacement.

La société d'État a besoin à la fois d'un financement ponctuel pour combler le déficit d'entretien différé et d'une augmentation permanente de ses crédits parlementaires afin qu'elle puisse disposer, de façon continue, des ressources dont elle a besoin pour entretenir ses infrastructures essentielles de la région de la capitale nationale et investir dans ses initiatives contribuant à bâtir une capitale dynamique. À cette fin, elle a travaillé avec SPAC et les intervenants gouvernementaux clés pour obtenir des crédits en immobilisations, qui ont été alloués en mai 2020 (en attente d'une approbation du gouvernement et du Parlement), afin qu'elle puisse résoudre les problèmes de santé et de sécurité les plus pressants. Il est à noter que cet investissement ne comprend pas le financement de projets visant à remettre en état des actifs du portefeuille des résidences officielles. La CCN continuera de collaborer avec le gouvernement dans le but de trouver des solutions de financement durables à long terme pour s'assurer que ses actifs demeurent sécuritaires et résilients et que les générations actuelles et futures de résidents et de visiteurs de la région de la capitale nationale puissent en profiter. Ces solutions comprendraient une augmentation permanente des crédits en immobilisation et de fonctionnement que reçoit la société d'État afin de protéger les investissements du gouvernement.

En 2018-2019, la société d'État a travaillé avec le ministère responsable de la CCN et le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) afin de mieux comprendre les modalités d'utilisation du Fonds d'acquisition et d'aliénation. Elle compte utiliser ce fonds de manière stratégique, conformément au mandat qui lui est conféré par la loi et à ses principales priorités. Dans le cadre de sa stratégie financière à long terme, la CCN est à examiner des stratégies pour accroître ses recettes et optimiser l'utilisation de ses biens immobiliers et à définir des gains d'efficacité et des mesures de compression des coûts pour faire face aux défis liés aux crédits de fonctionnement.

Afin d'accroître la responsabilisation et de mieux prioriser les initiatives essentielles, la CCN continuera d'examiner et de clarifier les rôles et les responsabilités des comités de direction et d'améliorer la transparence et les communications en ce qui a trait au processus décisionnel et à l'affectation des ressources.

La CCN mettra l'accent sur les capacités en matière de ressources humaines, et elle a intégré des éléments de ce risque dans l'une de ses priorités pour la période de planification. Elle continue de se concentrer sur l'élaboration de stratégies visant à attirer, à gérer et à conserver une main-d'œuvre talentueuse et d'optimiser ses processus opérationnels. Ces stratégies constituent la plus grande partie des initiatives liées à la priorité 6, qui vise à atténuer ce risque en faisant de la CCN un employeur de choix dans la région de la capitale nationale.

### **Réputation et influence**

Les risques liés à la réputation et à l'influence concernent l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à pouvoir influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus.

Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et elle les sensibilise aux avantages qu'elle procure à la région de la capitale. La CCN continuera à mettre en œuvre son plan de communication intégrée, fondé sur une approche proactive pour mobiliser les partenaires et le grand public, et à faire connaître les politiques et les processus liés à ses rôles en matière de réglementation. De la même manière, elle révisera et mettra en œuvre son plan de relations externes, et elle poursuivra ses efforts pour sensibiliser les intervenants aux principaux défis auxquels elle doit faire face, y compris ceux liés à son manque de ressources et aux pouvoirs limités que lui confère la loi.

La CCN fait appel aux parcours et aux compétences variés des membres de son conseil d'administration pour renforcer ses capacités et son influence. Parallèlement, la société d'État participe activement à de nombreux projets qui jouissent d'une grande visibilité dans la région de la capitale nationale dans le cadre desquels elle collabore avec les municipalités et consulte d'autres intervenants importants à propos d'initiatives de planification.

## **Sécurité**

Les risques liés à la sécurité concernent la détérioration de l'état des actifs de la CCN due au report de l'entretien ou au niveau de priorité insuffisant accordé aux activités d'entretien et de renouvellement, ce qui pourrait engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ce risque a aussi été mentionné dans le rapport de l'examen spécial du BVG de 2017. Les mesures visant à contrer les risques consistent à tirer parti des récents crédits parlementaires supplémentaires des trois prochaines années (en attente d'une approbation du gouvernement et du Parlement) pour continuer à réduire les risques pour la santé et la sécurité du public les plus importants et à élaborer un plan d'investissement à long terme, en vue de formuler des recommandations sur les processus d'affectation des ressources et la stratégie de portefeuilles. Elles comprennent un programme pluriannuel d'inspection de l'état des actifs par étapes, des inspections régulières des terrains et des actifs, ainsi que des plans, des politiques et des procédures de sécurité intégrés aux activités quotidiennes. La CCN effectue aussi un examen complet de ses systèmes d'information et de ses besoins en information pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de son plan d'investissement à long terme. Ces efforts de planification des investissements aideront la CCN à poursuivre ses travaux relatifs aux actifs nécessitant des réparations essentielles à long terme, qui pourront être réalisés grâce aux crédits parlementaires.

La CCN prévoit que le transfert éventuel de trois ponts interprovinciaux pourrait donner lieu à la fois à des possibilités et à des défis. Durant le processus de transfert, elle continuerait de surveiller les risques opérationnels et d'entreprise liés à l'ajout de ces actifs importants. Tous les risques identifiés seraient intégrés à son processus rigoureux de gestion des risques.

## **G. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes**

La pandémie du COVID-19 a eu des répercussions échelonnées sur l'ensemble de l'économie et sur certaines industries, ayant ainsi vraisemblablement des répercussions, dans une certaine mesure, sur les activités et la situation financière future de la CCN, notamment nos revenus récurrents provenant des opérations de location et les projets de construction. Une estimation de l'impact financier de la pandémie n'est pas réalisable pour le moment.

Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans (de 2018-2019 à 2019-2020) pour permettre des travaux de réparation et d'entretien essentiels aux actifs du portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN. Ces fonds ont été utilisés pour commencer à répondre aux besoins d'entretien des actifs prioritaires, s'assurant ainsi que ceux-ci ne causent pas de problèmes de santé ou de sécurité.

En mai 2020, la CCN a accueilli favorablement l'allocation d'un crédit supplémentaire destiné à répondre aux besoins urgents en matière de santé et de sécurité des actifs de la CCN. Cet investissement de 173,6 millions de dollars sur trois ans aidera la CCN à poursuivre le travail commencé grâce au financement du budget de 2018 pour combler le déficit d'entretien différé de la société.

Aucun autre changement important concernant les opérations, le personnel ou les programmes de la CCN n'est survenu au cours de la période de six mois terminés le 30 septembre 2020.



# États financiers non audités

## Pour les six mois terminés le 30 septembre 2020

### Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,



Tobi Nussbaum

Le Vice-président, Services généraux et  
Chef des services financiers,



Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada  
Le 24 novembre 2020

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)**  
(en milliers de dollars)

30 septembre 2020      31 mars 2020

**ACTIFS FINANCIERS**

Trésorie et équivalents de trésorie (note 3)	163 221	162 158
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	4 702	4 684
Créances	8 341	7 066
Placements (note 3)	9 274	9 183
	<b>185 538</b>	<b>183 091</b>

**PASSIFS**

Créditeurs et charges à payer	29 840	27 961
Train léger sur rail (note 4)	2 338	2 332
Provision pour assainissement environnemental	63 616	63 901
Revenus reportés (note 5)	38 289	41 640
Avantages sociaux futurs	9 714	9 992
Autres passifs	12 626	12 836
	<b>156 423</b>	<b>158 662</b>

**ACTIFS FINANCIERS NETS**

**29 115      24 429**

**ACTIFS NON FINANCIERS**

Immobilisations corporelles (note 6)	706 657	690 833
Frais payés d'avance	3 848	1 297
Autres actifs non financiers	4 442	4 531
	<b>714 947</b>	<b>696 661</b>

**EXCÉDENT ACCUMULÉ**

**744 062      721 090**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DEL'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)**

Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	2020-2021 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
		2020	2019	2020	2019
<b>REVENUS</b>					
Opérations de location et servitudes	25 723	7 078	6 894	13 371	12 727
Recouvrements	2 824	1 321	801	2 243	1 810
Frais d'accès aux usagers	3 487	1 069	981	1 679	1 880
Intérêts	2 694	449	1 027	893	1 878
Commandites monétaires	-	-	-	85	159
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	16	60	4 800
Autres revenus	4 242	222	886	343	8 123
	<b>38 970</b>	<b>10 139</b>	<b>10 605</b>	<b>18 674</b>	<b>31 377</b>
<b>CHARGES (note 7)</b>					
Planification à long terme	5 929	1 484	1 066	2 894	2 075
Intendance et protection	102 100	25 878	25 220	49 558	49 024
Services internes	32 462	7 236	8 281	14 631	16 945
	<b>140 491</b>	<b>34 598</b>	<b>34 567</b>	<b>67 083</b>	<b>68 044</b>
<b>Déficit avant le financement du gouvernement du Canada</b>	<b>(101 521)</b>	<b>(24 459)</b>	<b>(23 962)</b>	<b>(48 409)</b>	<b>(36 667)</b>
<b>Financement du gouvernement du Canada</b>					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	72 666	19 570	18 884	36 222	37 516
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	70 319	29 221	18 209	35 159	33 822
	<b>142 985</b>	<b>48 791</b>	<b>37 093</b>	<b>71 381</b>	<b>71 338</b>
<b>Excédent de la période</b>	<b>41 464</b>	<b>24 332</b>	<b>13 131</b>	<b>22 972</b>	<b>34 671</b>
<b>Excédent accumulé au début de la période</b>	<b>716 815</b>	<b>719 730</b>	<b>690 593</b>	<b>721 090</b>	<b>669 053</b>
<b>Excédent accumulé à la fin de la période</b>	<b>758 279</b>	<b>744 062</b>	<b>703 724</b>	<b>744 062</b>	<b>703 724</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)**

Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	2020-2021 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
		2020	2019	2020	2019
<b>Excédent de la période</b>	<b>41 464</b>	<b>24 332</b>	<b>13 131</b>	<b>22 972</b>	<b>34 671</b>
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(88 895)	(14 514)	(14 454)	(25 802)	(27 991)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	20 956	4 996	4 874	9 974	9 741
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	-	( 16)	( 60)	(4 800)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	46	46	96	92
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	-	16	60	4 984
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	( 46)	( 46)	( 92)	( 92)
	<b>(67 939)</b>	<b>(9 518)</b>	<b>(9 580)</b>	<b>(15 824)</b>	<b>(18 066)</b>
Variation des frais payés d'avance	-	230	2 665	(2 551)	( 294)
Variation des autres actifs non financiers	177	44	( 27)	89	18
	<b>177</b>	<b>274</b>	<b>2 638</b>	<b>(2 462)</b>	<b>( 276)</b>
<b>Augmentation des actifs financiers nets (dette nette)</b>	<b>(26 298)</b>	<b>15 088</b>	<b>6 189</b>	<b>4 686</b>	<b>16 329</b>
<b>Actifs financiers nets (dette nette) au début de la période</b>	<b>(2 838)</b>	<b>14 027</b>	<b>9 946</b>	<b>24 429</b>	<b>( 194)</b>
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de la période</b>	<b>(29 136)</b>	<b>29 115</b>	<b>16 135</b>	<b>29 115</b>	<b>16 135</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

**COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**  
**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)**  
 Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	2020	2019	2020	2019
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires				
pour les charges d'exploitation	19 570	24 920	37 439	44 410
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	5 449	8 450	10 193	12 632
Rentrées de fonds provenant des autres activités	2 135	14 773	1 273	21 719
Paiements aux fournisseurs	(15 525)	(15 388)	(31 781)	(32 705)
Paiements aux employés	(12 753)	(12 158)	(24 775)	(24 749)
Intérêts reçus	549	828	1 242	1 807
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(247)	(203)	(388)	(289)
<b>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>( 822)</b>	<b>21 222</b>	<b>( 6 797)</b>	<b>22 825</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour				
les immobilisations corporelles	29 221	24 446	35 159	40 059
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(11 741)	(6 745)	(26 617)	(13 829)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	16	60	16
Déboursés pour l'assainissement environnemental	( 260)	(245)	(477)	(436)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement en immobilisations</b>	<b>17 220</b>	<b>17 472</b>	<b>8 125</b>	<b>25 810</b>
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>				
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	3	373	6	754
Rentrées de fonds pour le Fonds "Chambers Building"	7	9	12	18
Acquisition de placements	(808)	(464)	(1 065)	(988)
Encaissement de placements	800	197	800	647
<b>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de placement</b>	<b>2</b>	<b>115</b>	<b>( 247)</b>	<b>431</b>
<b>Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>16 400</b>	<b>38 809</b>	<b>1 081</b>	<b>49 066</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>151 523</b>	<b>165 500</b>	<b>166 842</b>	<b>155 243</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>167 923</b>	<b>204 309</b>	<b>167 923</b>	<b>204 309</b>
<b>Représentés par :</b>				
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>163 221</b>	<b>136 724</b>	<b>163 221</b>	<b>136 724</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés</b>	<b>4 702</b>	<b>67 585</b>	<b>4 702</b>	<b>67 585</b>
	<b>167 923</b>	<b>204 309</b>	<b>167 923</b>	<b>204 309</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

---

## 1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive depuis 2015-2016.

## 2. Conventions comptables importantes

### MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP).

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2020 qui détaillent les normes comptables applicables.

### Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées au titre d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date de clôture ainsi que sur les montants présentés au titre de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour assainissement environnemental, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2020-2021, présentées dans le *Plan d'entreprise 2020-2021 à 2024-2025*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

### 3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

#### A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 septembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 163,2 millions de dollars (162,2 millions au 31 mars 2020) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 0,85 p. 100 (2,3 p. 100 au 31 mars 2020).

#### B. PLACEMENTS

Au 30 septembre 2020, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 9,3 millions de dollars (9,2 millions au 31 mars 2020) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,9 p. 100 (3,0 p. 100 au 31 mars 2020).

	30 septembre 2020		31 mars 2020	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	9 274	9 946	9 183	9 635
	<b>9 274</b>	<b>9 946</b>	<b>9 183</b>	<b>9 635</b>

#### C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 septembre 2020, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 54,9 millions de dollars (71,1 millions au 31 mars 2020) étaient inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est désignée à l'interne et réservée à un usage particulier.

### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

	31 mars 2020	Intérêts 2020-2021	30 septembre 2020
	TLR Phase 1 - Dépôt de garantie	182	1
TLR Phase 1 - Dépôt d'exécution	1 367	5	1 372
	<b>1 549</b>	<b>6</b>	<b>1 555</b>
Fonds "Chambers Building"	3 135	12	3 147
<b>Total</b>	<b>4 684</b>	<b>18</b>	<b>4 702</b>

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### A. Train léger sur rail (TLR)

Le tableau ci-dessus présente les soldes pour les deux projets du TLR ainsi que les intérêts gagnés durant l'année.

Le poste de passifs du TLR totalise 2,3 millions de dollars (2,3 millions au 31 mars 2020).

### B. Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier du 40, rue Elgin (l'édifice Chambers), le locataire doit contribuer un montant annuel à la CCN dont l'objectif est de financer l'apport d'améliorations futures à cet immeuble. Les exigences de financement ont débuté le 31 octobre 2018 et se poursuivront chaque année jusqu'à la fin du bail en 2056. Ces fonds sont administrés par la CCN. Un passif connexe est comptabilisé et inclus au poste « Autres passifs ».

## 5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2020	31 mars 2020
Revenus de location reportés	10 073	10 436
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	16 860	17 608
Autres revenus reportés	11 356	13 596
	<b>38 289</b>	<b>41 640</b>

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de quatre différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,0 p.100, 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2075. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,2 million de dollars (0,2 million au 30 septembre 2019) ont été constatés aux résultats.

Les revenus de servitude et permission d'occuper reportés correspondent principalement à des revenus de servitude de 9,0 millions de dollars (7,7 millions au 30 septembre 2019) et des permissions d'occuper de 2,5 millions de dollars (2,9 millions au 30 septembre 2019) provenant du TLR phase 1 et 2. Les revenus de permission d'occuper reportés seront constatés aux résultats sur une durée approximative de 5 ans alors que les revenus de servitude seront constatés sur une période de 99 ans.

Les autres revenus correspondent principalement à une contribution de la Ville d'Ottawa de 4,8 millions de dollars (5,3 millions au 30 septembre 2019) pour les améliorations de la promenade Sir-John-A.-Macdonald qui est constatée selon l'achèvement des travaux et devraient être terminés d'ici 2025, ainsi qu'une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 3,5 millions de dollars (3,6 millions au 30 septembre 2019) pour la construction d'une commémoration qui devrait être terminée d'ici 2022.



## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	30 septembre 2020	31 mars 2020
Terrains <sup>1</sup>	328 127	804	5	328 926	-	-	-	-	328 926	328 127
Immeubles et infrastructures <sup>2</sup>	854 527	24 850	8	879 369	501 590	8 898	8	510 480	368 889	352 937
Améliorations locatives	15 120	-	-	15 120	11 178	215	-	11 393	3 727	3 942
Matériel <sup>2</sup>	22 150	148	302	21 996	16 323	861	303	16 881	5 115	5 827
	<b>1 219 924</b>	<b>25 802</b>	<b>315</b>	<b>1 245 411</b>	<b>529 091</b>	<b>9 974</b>	<b>311</b>	<b>538 754</b>	<b>706 657</b>	<b>690 833</b>

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2020) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 62,8 millions de dollars (37,4 millions au 31 mars 2020) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2020 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

### 7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2020-2021	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	Budget annuel	30 septembre	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	(note 2)	2020	2019	2020	2019
Biens et services	62 082	14 332	15 217	27 496	30 018
Salaires et avantages sociaux	47 804	11 989	11 538	23 595	22 927
Amortissement	20 956	4 996	4 874	9 974	9 741
Paiements tenant lieu d'impôts fonciers	9 649	3 235	2 892	5 922	5 266
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	-	46	46	96	92
	<b>140 491</b>	<b>34 598</b>	<b>34 567</b>	<b>67 083</b>	<b>68 044</b>

Pour la période terminée le 30 septembre 2020, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments, acquis ou construits par la CCN, représentaient 0,9 million de dollars (0,4 million en septembre 2019). Ceux-ci sont comptabilisés comme charges au poste « Biens et services ».

### 8. Crédits parlementaires

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	30 septembre	30 septembre	30 septembre	30 septembre
	2020	2019	2020	2019
<b>Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation<sup>1</sup></b>				
Montant reçu durant la période	19 570	24 920	36 222	43 372
Montant reçu d'un exercice précédent	-	-	-	180
Montant différé à la période suivante	-	(6 036)	-	(6 036)
	<b>19 570</b>	<b>18 884</b>	<b>36 222</b>	<b>37 516</b>
<b>Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles<sup>2</sup></b>				
Montant reçu durant la période	29 221	24 446	35 159	40 059
Montant différé à la période suivante	-	(6 237)	-	(6 237)
	<b>29 221</b>	<b>18 209</b>	<b>35 159</b>	<b>33 822</b>
<b>Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période</b>	<b>48 791</b>	<b>37 093</b>	<b>71 381</b>	<b>71 338</b>

1. En date du 30 septembre 2020 et 2019, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2021 et 2020 totalisaient 77,2 millions et 73,8 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 septembre 2020 et 2019, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2021 et 2020 totalisaient 70,3 millions et 62,5 millions de dollars respectivement.

### 9. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants fournis pour la période précédente ont été reclassés conformément à la présentation adoptée pour la présente période.